

Résumé

Dans cette étude, Thomas J. Courchene, chercheur principal à l'IRPP, compare et confronte les valeurs (ou principes de mise en œuvre) sur lesquelles reposent les rapports Romanow et Kirby sur les soins de santé, afin de déterminer lequel est le plus utile pour faire face à l'évolution probable du système de santé.

Il identifie tout d'abord quatre principes qui sous-tendent l'introduction personnelle du commissaire Roy Romanow dans le rapport *Guidé par nos valeurs : préparer l'avenir des soins de santé au Canada*, en les résumant comme suit : 1) le régime d'assurance-santé relève d'une entreprise morale et non commerciale; 2) le système de santé ne doit pas permettre aux gens de payer pour éviter d'être placés sur une liste d'attente; 3) les services privés de diagnostic doivent être intégrés au régime public et on devrait décourager ou restreindre l'offre de soins privés; 4) le Canada possédant le meilleur système de santé possible, il n'y a pas lieu d'expérimenter des approches alternatives.

Or, affirme Courchene, si ces principes ont pu se justifier à certains moments de l'histoire de notre régime d'assurance-santé, ils sont très loin d'offrir un cadre satisfaisant pour assurer un passage réussi à l'ère de l'information. Pour nous en convaincre, il anticipe l'évolution probable des éléments clés de ce système au XXI^e siècle, avant d'en confronter les résultats à la situation qui découlerait de l'application des principes du rapport Romanow.

Premier pronostic : les soins de santé s'imposeront parmi les secteurs économiques de pointe en matière d'emplois, d'innovation, de recherche et d'exportation. Or, si les Canadiens persistent à les considérer comme relevant essentiellement de la mission sociale des gouvernements (comme une entreprise morale, donc), on ne pourra jamais y injecter le capital physique, intellectuel et financier nécessaire à leur transformation en un moteur de croissance, et moins encore s'assurer d'avoir accès aux meilleurs soins possibles.

Deuxièmement, l'avenir se caractérisera par une croissance rapide des centres de soins et de diagnostic ultra-spécialisés qui évolueront en dehors du secteur hospitalier. Puisque bon nombre de ces centres seront privés, ils enfreindront clairement les principes directeurs du rapport.

Enfin, les baby-boomers qui sont au seuil de la retraite jouiront d'une meilleure santé physique et financière, ils profiteront d'une espérance de vie accrue et seront nettement mieux renseignés grâce à l'Internet et à l'évolution des modes de vie (et par conséquent plus exigeants sur la qualité des soins). Dès lors, comment leur expliquera-t-on qu'ils peuvent dépenser à leur guise leurs économies et revenus de pension, *sauf pour obtenir des soins de santé* ? À elle seule, cette interdiction suffirait à remettre en cause toute la structure du régime canadien d'assurance-santé.

L'auteur examine ensuite les principes directeurs qu'on retrouve dans le rapport Kirby. À l'instar du rapport Romanow, il observe que le principe du payeur unique y est présenté comme étant la valeur fondamentale de notre système de santé. Mais Courchene constate qu'on y propose en outre une *garantie de soins de santé* établissant un temps d'attente maximal au-delà duquel tout patient pourrait déboursier de sa poche le prix d'un traitement (il pourrait même le recevoir aux États-Unis) qui lui serait remboursé. De plus, le payeur unique (c'est-à-dire l'État) ne ferait pas de distinction entre les services ou diagnostics fournis soit par le secteur public ou privé ou par des organismes à but non lucratif. À noter que ces deux derniers principes s'éloignent radicalement du rapport Romanow. Enfin, on interdirait l'usage de fonds privés sauf si le temps d'attente prévu par la garantie de soins de santé est dépassé.

Selon Thomas Courchene, le modèle proposé dans le rapport Kirby correspond beaucoup mieux à l'évolution probable du secteur de la santé au XXI^e siècle. Il favorise par exemple l'émergence de soins médicaux de pointe en permettant l'apport du secteur privé, et la garantie de soins de santé qu'il comporte s'attaque de front au talon d'Achille du système actuel, i.e. les délais d'attente inacceptables pour obtenir des traitements.

Si certains voient dans le modèle Kirby une proposition de réforme trop modeste, le fait qu'il autorise le développement de marchés internes signifie que notre système de santé pourra évoluer *de l'intérieur* en réponse aux incitatifs économiques, socio-politiques et autres enjeux de santé publique. Selon l'auteur, c'est précisément la condition *sine qua non* d'un système de santé viable pour le siècle en cours.